



Dans un article publié en 1928, José Carlos Mariatégui - le véritable fondateur du marxisme latino-américain - écrivait les paroles suivantes : « Nous ne voulons pas, en effet, qu'en Amérique latine le socialisme soit un décalque et une copie (« calco y copia »). Il doit être une création héroïque. Nous devons donner vie, avec notre propre réalité, dans notre propre langage, au socialisme indo-américain. C'est là une mission digne d'une génération nouvelle».

Son avertissement ne fut malheureusement pas écouté. Cette même année où il écrivait ces lignes, le mouvement communiste latino-américain tombait sous l'influence du paradigme stalinien qui a imposé, pendant près d'un demi-siècle, le décalque et la copie de l'idéologie de la bureaucratie soviétique et de son dénommé « socialisme réel ».

Nous ne savons pas si le Che connaissait ce texte de Mariatégui, cela reste possible vu que sa compagne Hilda Gadea lui avait prêté des écrits de Mariatégui pendant les années qui ont précédé la Révolution cubaine. De toute façon, on peut considérer qu'une bonne partie de sa réflexion et de sa pratique politique, surtout dans les années '60, avait comme objectif de sortir de la voie sans issue à laquelle menait l'imitation servile du modèle soviétique et est-européen.

Ses idées sur la construction du socialisme sont une tentative de « création héroïque » de

quelque chose de nouveau, la recherche - interrompue et inachevée - d'un paradigme de socialisme distinct, et en de nombreux aspects opposé, à la caricature bureaucratique « réellement existante ».

De 1959 jusqu'à 1967, la pensée du Che a considérablement évoluée. Il s'est sans cesse éloigné des illusions initiales sur le socialisme soviétique et sur le modèle soviétique - en réalité stalinien - du marxisme. Dans une lettre de 1965 à un ami cubain, il critique durement le « suivisme idéologique » qui se manifeste à Cuba envers l'édition de manuels soviétiques d'enseignement du marxisme. Ces manuels - qu'il appelait les « briques soviétiques » - « ont l'inconvénient de ne pas te laisser penser : le Parti l'a déjà fait pour toi et tu dois le digérer ».

On perçoit de manière sans cesse plus explicite, surtout dans ses écrits à partir de 1963, le rejet du « décalque et de la copie » et la recherche d'un modèle alternatif, la tentative de formuler une autre voie au socialisme, plus radicale, plus égalitaire, plus fraternelle, plus humaine et plus conséquente avec l'éthique communiste.

Sa mort en octobre 1967 va interrompre un processus de maturation politique et de développement intellectuel autonomes. Son oeuvre n'est donc pas un système clos, une doctrine achevée qui donne réponse à tout. Sur de nombreuses questions - la démocratie dans la planification, la lutte contre la bureaucratie - sa réflexion est restée incomplète.

Le moteur essentiel de cette recherche d'un nouveau chemin - au-delà des questions économiques spécifiques - est la conviction que le socialisme n'a pas de sens - et ne peut triompher - s'il ne signifie pas un projet de civilisation, une éthique sociale, un modèle de société totalement antagonique par rapport aux valeurs de l'individualisme mesquin, de l'égoïsme féroce, de la compétition, de la guerre de tous contre tous incarnés dans la civilisation capitaliste - ce monde dans lequel « l'homme est un loup pour l'homme ».

La construction du socialisme est inséparable de certaines valeurs éthiques, contrairement aux affirmations des conceptions economicistes - de Staline à Krouchtchev et ses successeurs - qui ne prennent en considération que le « développement des forces productives ». Dans son fameux entretien avec le journaliste Jean Daniel (en juillet 1963), le Che déclarait, dans ce qui constituait déjà une critique implicite du « socialisme réel », que « Le socialisme économique sans la morale communiste ne m'intéresse pas. Nous luttons contre la misère, mais aussi en même temps contre l'aliénation (...). Si le communisme passe au-dessus des faits de conscience, il pourra être un modèle de répartition, mais il ne sera pas une morale

révolutionnaire ».

Si le socialisme prétend lutter contre le capitalisme et le vaincre sur son propre terrain, qui est celui du productivisme et du consumérisme, en utilisant ses propres armes - la forme marchande, la compétition, l'individualisme égoïste - il est alors condamné à l'échec. On ne peut affirmer que Guevara avait prévu l'écroulement de l'URSS, mais il a eu d'une certaine manière l'intuition qu'un système « socialiste » qui ne tolère pas la divergence, qui ne signifie pas de nouvelles valeurs, qui tente d'imiter son adversaire et qui n'a pas d'autre ambition que de « rattraper et de dépasser » la production des métropoles capitaliste, n'a tout bonnement pas d'avenir.

Le socialisme, pour le Che, était un projet historique d'une nouvelle société basée sur des valeurs d'égalité, de solidarité, de collectivisme, d'altruisme révolutionnaire, de libre discussion et participation populaires. Ses critiques - croissantes - envers le « socialisme réel », tout autant que sa pratique en tant que dirigeant et sa réflexion sur l'expérience cubaine sont inspirés par cette utopie (dans le sens donné à ce concept par Ernst Bloch) communiste.

Trois aspects traduisent concrètement cette aspiration de Guevara et sa recherche d'un nouveau chemin : la discussion sur les méthodes de gestion économique, la question de la libre expression des divergences et la perspective de la démocratie socialiste. Le premier aspect occupait, de fait, une place centrale dans la réflexion du Che ; les deux autres - qui sont étroitement interconnectés - sont beaucoup moins développés, avec des lacunes et des contradictions. Mais ils ne laissent pas d'être présents dans ses préoccupations et dans sa pratique politique.

1° Les méthodes de gestion économique

Il s'agit ici du célèbre débat des années 1963-1964 sur les divers aspects de la planification, en confrontation avec les partisans du modèle soviétique - le Ministre du Commerce extérieur, Alberto Mora, le directeur de l'Institut national de la réforme agraire Carlos Rafael Rodriguez - soutenus par l'éminent économiste marxiste français Charles Bettelheim. Les positions d'Ernesto Guevara - qui ont reçu l'appui de l'économiste marxiste belge et dirigeant de la IVe Internationale Ernest Mandel, invité à participer au « débat économique » cubain - constituent une critique radicale implicite, puis explicite, du « socialisme réel ». Les principales caractéristiques du modèle est-européen auxquelles le Che s'opposait étaient :

- La prépondérance de la loi de la valeur comme loi objective des économies de transition au socialisme - une thèse de Staline défendue par Bettelheim.

- La marchandise comme base du système productif.

- La compétition - entre entreprises ou entre les travailleurs - comme facteurs de croissance de la productivité.

- Les méthodes de stimulants et de rétributions beaucoup plus individuels que collectifs.

- Les privilèges économiques en faveurs des gérants et des administrateurs d'entreprises.

- Les critères marchands dans les relations économiques entre pays dits socialistes.

Dans son fameux « Discours d'Alger » (février 1965), Ernesto Guevara appelait les pays qui se réclamaient du socialisme à « liquider leur complicité tacite avec les pays exploiters occidentaux », une complicité qui se traduisait dans les relations d'échange inégal qu'ils assuraient avec les peuples en lutte contre l'impérialisme. Pour le Che, « le socialisme ne peut exister s'il ne s'opère pas dans les consciences un changement qui provoque une nouvelle attitude fraternelle face à l'humanité, tant au niveau de l'impact individuel, dans la société qui construit le socialisme, qu'au niveau mondial par rapport à tous les peuples qui souffrent de l'oppression impérialiste. »

Analysant dans son essai de mars 1965 « Le Socialisme et l'Homme à Cuba » les modèles de construction du socialisme en vigueur en Europe orientale, le Che rejetait la conception selon laquelle il fallait « vaincre le capitalisme avec ses propres fétiches » : « en poursuivant la chimère de réaliser le socialisme à l'aide des armes pourries léguées par le capitalisme (la marchandise prise comme unité économique, la rentabilité, l'intérêt matériel individuel comme stimulant, etc.) on risque d'aboutir à une impasse. (...). Pour construire le communisme, il faut changer l'homme en même temps que la base économique ».

L'un des principaux dangers du modèle importé des pays de l'est-européen est la croissance de l'inégalité sociale et la formation d'une couche privilégiée de technocrates et de bureaucrates : dans ce système de rétributions, « ce sont les directeurs qui gagnent sans cesse plus. Il suffit de voir le dernier projet de la RDA, l'importance qu'y acquiert la gestion du directeur, ou mieux dit, la rétribution de la gestion du directeur. »

La fond du débat consistait en une confrontation entre une vision économiciste - la sphère économique considérée comme un système autonome, régi par ses propres lois, telle que la loi de la valeur ou les lois du marché - et une conception politique du socialisme, c'est-à-dire la prise de décisions économiques - les priorités productives, les prix, etc. - selon des critères sociaux, éthiques et politiques.

Les propositions économiques du Che - la planification contre le marché, le système budgétaire de financement, les stimulants collectifs ou « moraux » - avaient comme objectif la recherche d'un modèle de construction du socialisme fondée sur ces critères, distincts, donc, du modèle soviétique.

Il faut ajouter que Guevara n'a pas eu une idée claire sur la nature du système bureaucratique stalinien. Il suivait, selon moi, une piste erronée en cherchant dans la NEP [1], plutôt que dans le Thermidor stalinien, l'origine des problèmes et des limitations de l'expérience soviétique.

2° La liberté de discussion

Un aspect politique important de la discussion économique de '63-'64 mérite d'être souligné ; c'est l'existence même de ce débat ; soit le fait que l'expression publique de désaccords est normale dans un processus de construction du socialisme. En d'autres termes ; la légitimation d'un certain pluralisme démocratique dans la révolution.

Cette problématique existe implicitement dans le débat économique. Guevara ne l'a jamais développé de manière explicite ou systématique, et, surtout, il ne l'a pas mise en relation avec la question de la démocratie dans la planification. Mais son attitude, à plusieurs occasions aux cours des années '60, est favorable à la liberté de discussion dans le camp révolutionnaire et au respect de la pluralité des opinions.

Un exemple intéressant est son attitude envers les trotskistes cubains, dont il ne partageait absolument pas les analyses (qu'il a d'ailleurs durement critiqués à plusieurs occasions). En 1961, dans une entrevue avec l'intellectuel nord-américain Maurice Zeitlin, Guevara a dénoncé la destruction par la police cubaine des plaques d'impression du livre « La Révolution permanente » de Trotsky, en la qualifiant comme une « erreur » et comme quelque chose « qui n'aurait pas dû se passer ». Des années plus tard, peu avant de quitter Cuba en 1965, il parvient à faire sortir de prison le dirigeant trotskiste cubain Roberto Acosta Hechevarria, auquel il déclara en le quittant avec une accolade fraternelle ; « Acosta, les idées ne se combattent pas à coups de bâton ».

L'exemple le plus significatif est sa réponse - dans un rapport de 1964 adressé à ses camarades du Ministère de l'Industrie - à la critique de « trotskisme » que lui adressaient certains soviétiques. « Par rapport à cela, je crois que : soit nous possédons la capacité de détruire une opinion contraire avec arguments, soit nous devons la laisser s'exprimer (...). Il n'est pas possible de détruire une opinion avec la force, parce que cela bloque tout le libre développement de l'intelligence. On peut également apprendre une série de choses de la pensée de Trotski ; y compris si, comme je le crois, il s'est trompé dans ses concepts fondamentaux et si son action ultérieure fut erronée. »

Il n'est sans doute pas un hasard que la défense la plus explicite de la liberté d'expression et la critique la plus directe de Guevara à l'encontre de l'autoritarisme stalinien se manifeste sur le terrain de l'art. Dans son célèbre essai sur « Le Socialisme et l'Homme à Cuba », il dénonce le « réalisme socialiste » de facture soviétique comme l'imposition d'une seule forme d'art - la seule « que comprennent les fonctionnaires ». Avec cette méthode, souligne-t-il, on « annule l'authentique investigation artistique » et l'on place une véritable « camisole de force sur l'expression artistique ».

3° La démocratie socialiste

Bien que le Che n'ait jamais élaboré une théorie achevée sur le rôle de la démocratie dans la transition socialiste - sans doute la principale lacune dans son oeuvre - il rejetait les conceptions autoritaires et dictatoriales qui ont fait tant de mal au socialisme au XXe siècle. A ceux qui prétendent, du haut, « éduquer le peuple » - une doctrine fautive déjà critiquée par Marx dans les « Thèses sur Feuerbach » (« qui éduquera l'éducateur ? ») - le Che répondait dans un discours de 1960 : « La première recette pour éduquer le peuple... c'est de le faire entrer en révolution. Ne prétendez jamais éduquer un peuple au moyen de la seule éducation, et avec un gouvernement despotique par dessus le marché, afin qu'il puisse apprendre à conquérir ses droits. Enseignez-lui, avant tout, à conquérir effectivement ses droits et ce

peuple, lorsqu'il sera représenté dans le gouvernement, apprendra tout ce que l'on enseignera et bien plus encore : il sera le maître de tous sans aucun effort. »

En d'autres termes ; la seule pédagogie émancipatrice est l'auto-éducation des peuples à travers leur propre pratique révolutionnaire - ou, comme l'énonçait Marx dans l'Idéologie Allemande, « dans l'activité révolutionnaire, le changement de soi-même coïncide avec la modification des conditions ».

Dans le même sens, les notes critiques de 1966 à l'encontre d'un manuel d'économie politique soviétique contiennent cette formulation précise et nette : « Le terrible crime de Staline a été d'avoir méprisé l'éducation communiste et institué un culte illimité à l'autorité ».

La principale limite est l'insuffisance de sa réflexion sur la relation entre la démocratie et la planification de la production. Ses arguments en défense de la planification et contre les catégories marchandes sont très importantes et acquièrent une nouvelle actualité devant la vulgate néo-libérale qui domine aujourd'hui avec sa religion du marché. Mais elles laissent de côté la question politique clé : Qui planifie ? Qui décide des grandes options sur le plan économique ? Qui détermine les priorités de la production et de la consommation ? Sans une véritable démocratie - c'est à dire sans : a) le pluralisme politique ; b) la libre discussion sur les priorités et c) la libre option de la population entre les diverses propositions et plates-formes économiques proposées - la planification se transforme inévitablement en un système bureaucratique, autoritaire et inefficace de « dictature sur les besoins », comme le démontre abondamment l'histoire de l'ex-URSS.

Autrement dit ; les problèmes économiques de la transition au socialisme sont inséparables de la nature du système politique. L'expérience cubaine de ces dernières 30 dernières années révèle, elle aussi, les conséquences négatives de l'absence d'institutions démocratico-socialistes - bien que Cuba soit parvenue à éviter les pires aberrations bureaucratiques et totalitaires des autres États du « socialisme réel ».

Ce débat à beaucoup à voir, cela va de soi, avec le problème des institutions de la révolution. Guevara rejetait la démocratie bourgeoise, mais - malgré sa sensibilité anti-bureaucratique et égalitaire - il est loin d'avoir une vision claire sur la démocratie socialiste. Dans « Le Socialisme et l'Homme et à Cuba », l'auteur reconnaît que l'Etat révolutionnaire peut se tromper et provoquer une réaction négative des masses qui l'oblige à se rectifier (l'exemple qu'il cite est la politique sectaire du Parti communiste sous la direction d'Anibal Escalante en 1961-1962).

Mais, souligne-t-il, « il est évident que le mécanisme ne suffit pas pour assurer une succession de mesures sensées et qu'il manque une connexion plus structurée avec les masses ».

Dans un premier temps, il semble trouver une solution dans une vague « interrelation dialectique » entre les dirigeants et les masses. Cependant, quelques pages plus loin, il avoue que le problème est loin d'avoir trouvé une solution adéquate, permettant un contrôle démocratique effectif : « Cette institutionnalité de la révolution n'a pas encore été obtenue. Nous cherchons quelque chose de nouveau » (...).

Nous savons que dans les dernières années de sa vie, Ernesto Guevara a grandement progressé dans sa prise de conscience envers le paradigme soviétique, dans son rejet du « calco y copia » du « socialisme réel ». Mais une bonne partie de ses derniers écrits reste encore inédite, pour des raisons inexplicables. Parmi ces documents se trouve une critique radicale du Manuel d'Economie Politique de l'Académie des Sciences de l'URSS, rédigée à Prague en 1966.

Dans un article publié en 1996, Carlos Tablada - auteur d'un ouvrage important sur la pensée économique du Che - cite quelques paragraphes de ce document, auquel il a pu avoir accès (mais non l'autorisation de le publier intégralement) [[De nombreux extraits de ce texte inédit ont été entre-temps publiés dans un chapitre de l'ouvrage « Che, el camino del fuego » du Cubain Orlando Borrego (qui fut premier lieutenant dans la colonne de guérilla du Che, puis son vice-ministre de l'Industrie). Ce chapitre peut être consulté (en espagnol) sur le site: <http://www.rebellion.org/argentina/notas190902.pdf>

Le livre au complet:

http://www.rebellion.org/libros/borrego_che.pdf

L'un de ces passages est très intéressant parce qu'il démontre que dans ses dernières réflexions politiques, Guevara se rapprochait du concept d'une démocratie socialiste, d'une planification démocratique dans laquelle ce serait le peuple lui-même, les travailleurs, «les masses» (selon sa terminologie), qui prendront les grandes décisions économiques :

« En contradiction avec la conception du plan comme une décision économique des masses conscientes de leurs intérêts populaires, on offre un placebo dans lequel seuls les éléments économiques décident du destin collectif. C'est une manière de procéder mécaniste, anti-marxiste. Les masses doivent avoir la possibilité de diriger leur destin, de décider quelle est la partie de la production qui ira à l'accumulation du capital et quelle sera celle qui sera consommée. La technique économique doit opérer dans les limites de ces indications et la

conscience des masses doit assurer son instauration. »

Les balles des assassins de la CIA et de leurs alliés boliviens ont interrompu, en octobre 1967, ce travail de « création héroïque » d'un socialisme révolutionnaire nouveau, d'un communisme démocratique nouveau.

Exposé présenté pour la première fois à la Conférence annuelle de la Fondation Ernesto Che Guevara, Italie, juin 2001.

* Reproduit en traduction française par RISAL - Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine, sous le surtitre : "Octobre 1967 - Octobre 2003".(<http://risal.colle.ctifs.net/>).
Universidad Popular Madres de Plaza de Mayo, Buenos Aires, Argentine. (Exposé présenté pour la première fois à la Conférence annuelle de la Fondation Ernesto Che Guevara, Italie, juin 2001). Traduction de l'espagnol : Ataulfo Riera. 2002.

Note:

(1) Note du traducteur : NEP = Nouvelle politique économique. Après la guerre civile et l'intervention étrangère contre la Révolution (1917-1921) qui ont ravagé l'économie russe, le pouvoir soviétique a assoupli les mesures du "communisme de guerre" en réintroduisant certains mécanismes économiques capitalistes : suppression des mesures de réquisition des récoltes à la campagne, tolérance envers la petite et moyenne industrie privée, rétablissement de la liberté du commerce, ouverture sous contrôle de l'Etat aux capitaux étrangers, etc.